

**RAPPORT ANNUEL**  
CRÉDIT AGRICOLE DES SAVOIE

# Comptes consolidés au 31.12.2008

**EXERCICE 2008**

Arrêtés par le Conseil d'administration du Crédit Agricole des Savoie  
En date du 06 février 2009

  
**DES SAVOIE**  
Être utile à tous

# CADRE GÉNÉRAL

## 1.1. PRÉSENTATION JURIDIQUE DE L'ENTITÉ

Le Crédit Agricole des Savoie est une société à capital et personnel variables, enregistrée au registre du commerce et des sociétés du tribunal de grande instance d'Annecy (France) sous le n° 302958491 et le code APE 651D.

Son siège social est établi au 4 avenue du Pré Félin, PAE les Glaisins, 74940 Annecy le Vieux.

De par la loi bancaire, le Crédit Agricole des Savoie est un établissement de crédit avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Il est soumis à la réglementation bancaire et est régi par le Code Monétaire et

Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Sont rattachées au Crédit Agricole des Savoie, 64 Caisses locales qui constituent des entités distinctes avec une vie juridique propre. Les états financiers consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, incluent les comptes de la Caisse régionale, des 64 Caisses locales, de deux ses filiales (Crédit Agricole Financements (Suisse) SA et CADS Développement), ainsi que du fonds dédié Adret Gestion.

## 2.1. ORGANIGRAMME SIMPLIFIÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

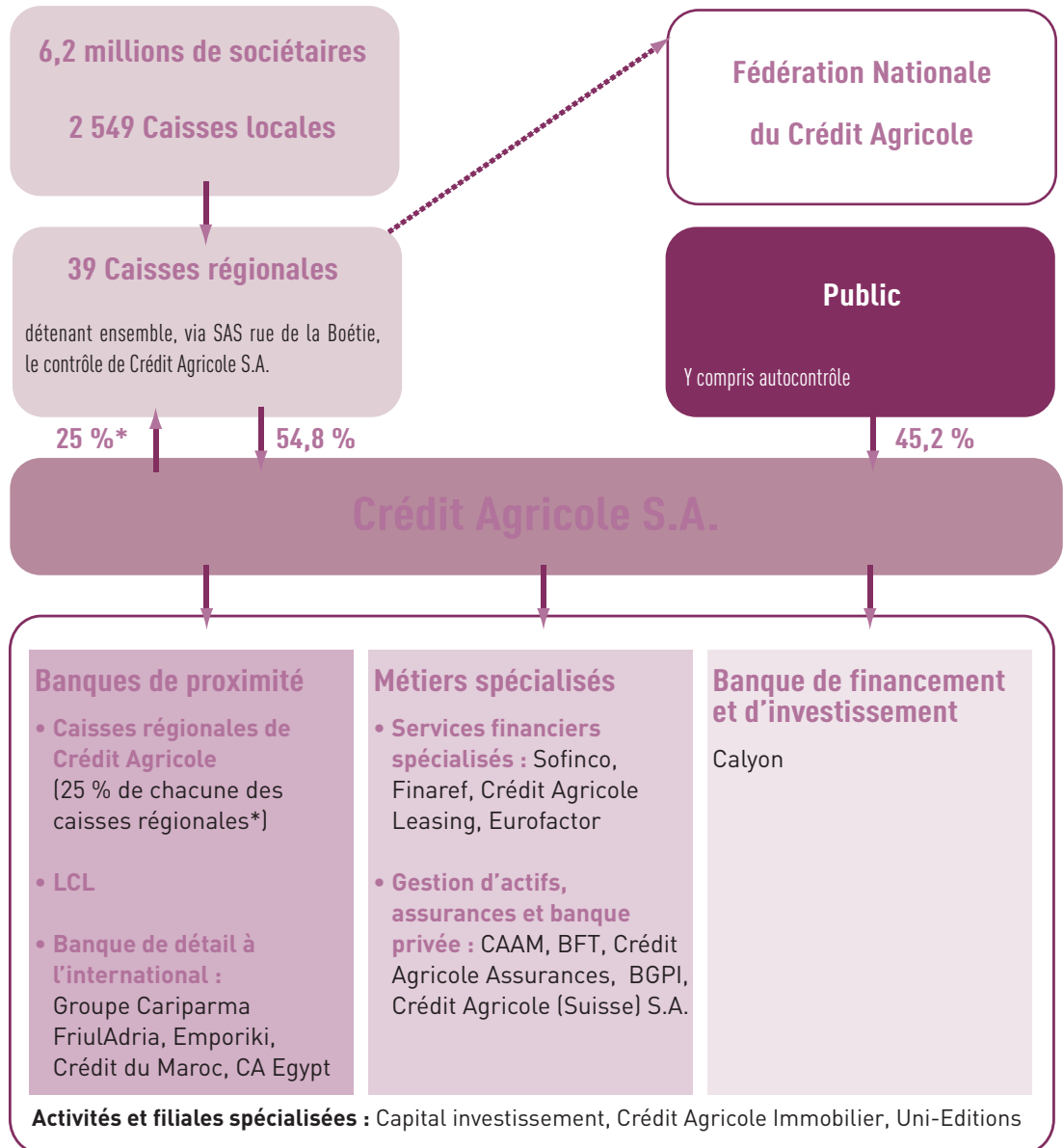
### UN GROUPE BANCAIRE D'ESSENCE MUTUALISTE

L'organisation du Crédit Agricole fait de lui un groupe uni et décentralisé : sa cohésion financière, commerciale et juridique va de pair avec la décentralisation des responsabilités. Les Caisses locales forment le socle de l'organisation mutualiste du Groupe. Leur capital social est détenu par 6,2 millions de sociétaires qui élisent quelques 32 900 administrateurs. Elles assurent un rôle essentiel dans l'ancrage local et la relation de proximité avec les clients. Les caisses locales détiennent la majeure partie du capital des Caisses régionales, sociétés coopératives à capital variable et banques régionales de plein exercice. La SAS Rue La Boétie est détenue par les Caisses régionales et détient la majorité du capital de Crédit Agricole s.a. La Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) constitue une instance

d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses régionales.

Crédit Agricole s.a. en qualité d'organe central du groupe Crédit Agricole veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (Art L511-31 et Art L511-32), à la cohésion du réseau du groupe Crédit Agricole (tel que défini par l'article R512-18 du Code monétaire et financier), au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent, au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. A ce titre, Crédit Agricole s.a. dispose des attributs du pouvoir et a la capacité d'intervenir pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

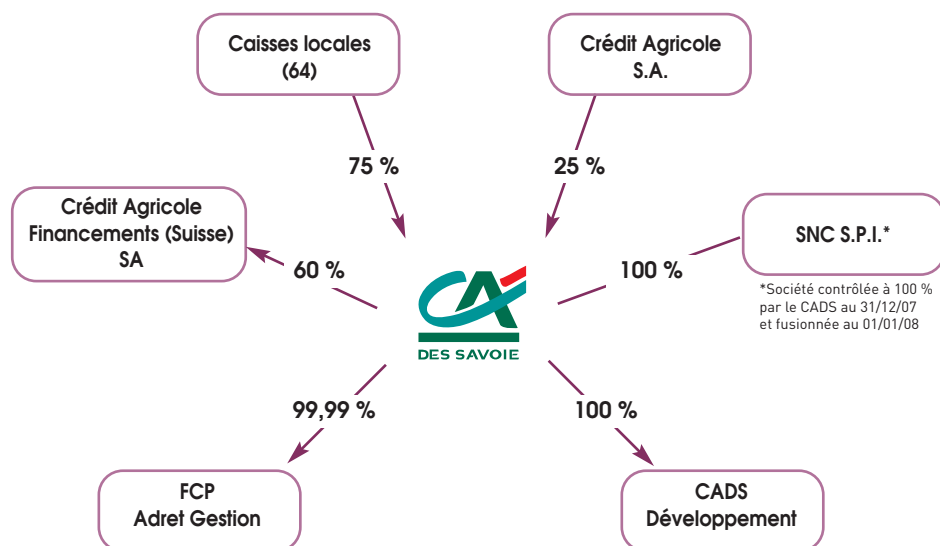
## ORGANISATION DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE



(\* ) A l'exception de la Caisse Régionale de la Corse.

au 31/12/2008

## ORGANISATION DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE



## 3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Liste des filiales, coentreprises et entreprises associées	Pays d'implantation	Méthode de consolidation au 31/12/08	% de contrôle		% d'intérêt	
			31/12/2007	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2008
Crédit Agricole Financements (Suisse) S.A.	Suisse	Intégration globale	60,00	60,00	60,00	60,00
SASU CADS Développement	France	Intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
FCP Adret Gestion	France	Intégration globale	100,00	100,00	100,00	100,00
64 Caisses locales	France	Intégration globale	NA	NA	NA	NA
SNC S.P.I.	France	Intégration globale	100,00	déconsolidée	100,00	déconsolidée

### 3.1. EVOLUTIONS DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION DE L'EXERCICE

La société SPI, propriétaire des biens immobiliers loués principalement à la Caisse régionale, a été consolidée dans les comptes du Crédit Agricole des Savoie jusqu'au 31 décembre 2007. Elle est sortie du périmètre de consolidation en 2008 du fait d'une fusion-absorption simplifiée avec la Caisse régionale des Savoie intervenue en date du 4 avril 2008.

A ce titre, ses actifs et passifs ont été repris à leur valeur comptable nette dans les comptes de la Caisse régionale, ne provoquant ainsi aucune distorsion dans les comptes consolidés du groupe.

Par ailleurs, il n'y a pas eu d'autres modifications de périmètre, ni de changement de méthode de consolidation pour les autres entités.

### 3.2. PRINCIPALES OPÉRATIONS EXTERNES RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE

Outre les opérations réalisées avec la SAS Rue la Boétie, les comptes consolidés du Crédit Agricole des Savoie, via la société CADS Développement, font apparaître une participation complémentaire

de 0.78 % du capital de la société Compagnie des Alpes par échange de titres de la société Selalp, portant la quote-part détenue dans CDA à 7.25 %.

### 3.3. OPÉRATIONS DE TITRISATION ET FONDS DÉDIÉS

Le Crédit Agricole des Savoie consolide un fonds dédié : Adret Gestion, géré pour son compte par CAAM. Ce fonds est investi très majoritairement en OPCVM du Groupe Crédit Agricole dans le cadre d'une gestion diversifiée.

Courant 2008, la Caisse régionale a augmenté le capital du fonds dédié de 58,9 millions d'euros. Au 31 décembre 2008, l'actif géré au sein d'Adret Gestion s'établit à 153,6 millions d'euros, selon l'exposition suivante :

- 52 % monétaire
- 23 % monétaire dynamique
- 25 % obligataire
- 9 % alternatif
- 1 % obligataire convertible
- -10 % actions

Sa performance pour l'année 2008 s'est élevée à -21,9 % et sa volatilité à 9,51 %.

### 3.4. PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉES

(en milliers d'euros)	31.12.2008		31.12.2007	
	Valeur au bilan	% de capital détenu par le Groupe	Valeur au bilan	% de capital détenu par le Groupe
RUE LA BOETIE	225 146	2,16%	459 721	2,16%
COMPAGNIE DES ALPES (CDA)	34 750	7,25%	38 643	7,12%
SACAM DEVELOPPEMENT	16 632	2,11%	19 927	2,11%
SACAM INTERNATIONAL	20 801	2,16%	19 399	2,16%
SETAM (S.EXPL.TELEPH.TARENT.MAURIENNE)	23 988	32,64%	12 952	32,64%
SOCIETE DES 3 VALLEES	11 782	11,11%	11 092	11,11%
SAVOIE STATIONS PARTICIPATION	5 771	15,30%	4 309	15,30%
SELALP	0	0,00%	3 792	3,00%
DOMAINE SKIABLE DE FLAINE	3 642	14,29%	3 381	14,29%
CADS CAPITAL (SOFISAVOIE)	1 627	100,00%	1 627	100,00%
SEVABEL	1 613	8,16%	1 613	8,16%
SACAM FIRECA	1 660	3,25%	1 597	3,25%
STGM (STE TELEPHERIQUES GRANDE MOTTE)	1 437	3,55%	1 381	3,55%
CREDIT AGRICOLE TITRES (ex.SNC SCT BRUNOY)	1 257	1,90%	1 173	2,02%
Autres participations	16 235		10 224	
<b>Valeur au bilan des titres de participation non consolidés<sup>(1)</sup></b>	<b>366 341</b>		<b>590 831</b>	

(1) Dont 9 222 K € comptabilisés en résultat au titre de la dépréciation durable.

## 4. INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

Le capital du Crédit Agricole des Savoie est détenu à hauteur de 141 millions d'euros par les 64 Caisses locales qui lui sont affiliées, et à hauteur de 47 millions d'euros par Crédit Agricole S.A sous forme de Certificats coopératifs d'associés.

Le conseil d'administration, constitué de 24 membres, ainsi que le comité de direction, comprenant 11 membres, représentent les principaux dirigeants du Crédit Agricole des Savoie. Les avantages au personnel et autres rémunérations les concernant sont présentées en cumul.

### CAISSE RÉGIONALE ET CAISSES LOCALES :

La Caisse régionale détient au passif de son bilan des comptes courants d'associé et dépôts à vue des Caisses locales à hauteur de 36,4 millions d'euros qu'elle rémunère.

Le cumul des comptes de résultat de l'exercice 2008 des 64 Caisses locales fait apparaître un résultat net social de 5,4 millions d'euros intégré, après l'encaissement de 5,8 millions d'euros d'intérêts sur les parts sociales. La contribution de cette entité au résultat consolidé du Crédit Agricole des Savoie est de -0,4 millions d'euros.

### CAISSE RÉGIONALE ET CRÉDIT AGRICOLE FINANCEMENTS (SUISSE) SA,

société de droit suisse. Cette structure créée fin 2000 est spécialisée dans le financement de l'habitat des ménages suisses. Le Crédit Agricole des Savoie détient 60 % de son capital dont le total du bilan représente 4 215 millions de francs suisses au 31 décembre 2008. A cette date les encours de

crédits atteignent 3 362 millions de francs suisses et progressent de 6.7 % sur l'année.

Dans le cadre de la sécurisation de son portefeuille de crédits, CAF demande une garantie financière d'un établissement bancaire étranger compétent lorsque le bien est situé hors de la Suisse. A ce titre, le Crédit Agricole des Savoie garantit pour CAF un encours de 1 005 millions de francs suisses, et a perçu à ce titre une commission de 4 millions de francs suisses.

CAF a également recours à des emprunts subordonnés pour renforcer ses fonds propres, dont 32 millions de francs suisses ont été souscrits auprès du Crédit Agricole des Savoie.

A fin décembre 2008, le résultat net de l'exercice en données IFRS se chiffre à 2,4 millions de francs suisses.

### CAISSE RÉGIONALE ET CADS DÉVELOPPEMENT :

cette société par action simplifiée unipersonnelle au capital de 16,5 millions d'euros, détenu à 100 % par le Crédit Agricole des Savoie, exerce principalement des activités de holding financière : souscription et gestion de participations financières. Le total bilan aux normes IFRS au 31 décembre 2008, s'élève à 23,7 millions d'euros et le résultat net à 1,4 million d'euros.

**ADRET GESTION** est un fonds commun de placement dédié au Crédit Agricole des Savoie géré par CAAM. Il est investi très majoritairement en OPCVM du Groupe Crédit Agricole dans le cadre d'une gestion diversifiée, et à ce titre a connu une dépréciation de valeur au second



semestre 2008 compte tenu du contexte boursier. Il est consolidé comme une entité spécifique. Au 31 décembre 2008, le total bilan affichait 159,5 millions d'euros, pour un résultat de -10,4 millions d'euros.

#### **CAISSE RÉGIONALE ET LE GROUPE CRÉDIT AGRICOLE SA :**

La Caisse régionale détient 2,16 % de la SAS Rue la Boétie, société constituée par l'ensemble des Caisses régionales dont l'objectif est de détenir 55 % environ du capital de Crédit Agricole S.A.

Dans le cadre de l'augmentation de capital de Crédit Agricole S.A, intervenue en juillet 2008 et qui a induit une augmentation de capital de la SAS Rue la Boétie, le Crédit Agricole des Savoie a participé à hauteur de 72,8 millions d'euros, dont 3,4 millions d'euros par capitalisation d'avances en comptes courant qui avait été mises en place en 2007.

Par ailleurs, de nouvelles avances d'associé ont été libérées en 2008 au profit de la SAS Rue la Boétie :

- A hauteur de 5,7 millions d'euros au cours du dernier trimestre 2008, pour permettre à la SAS d'acquérir des titres CASA afin de conserver sa quote-part de capital
- A hauteur de 83,5 millions d'euros à la fin mars pour renforcer les fonds propres du groupe dans le cadre du dispositif Bâle II. Cette avance atteint 87,4 millions d'euros à la clôture à la faveur de la capitalisation des intérêts.

Par ailleurs, la SAS Rue la Boétie a abondé le compte de résultat du Crédit Agricole des Savoie à hauteur de 23,8 millions d'euros au titre des dividendes de l'exercice 2007/2008, et à hauteur de 4,0 millions d'euros au titre de la rémunération des avances d'associé consenties, auxquels s'ajoute 0,2 million d'euros de rémunération d'avances d'associés versée par SACAM Développement.

# ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

## COMPTE DE RÉSULTAT (EN MILLIERS D'EUROS)

	31.12.2008	31.12.2007
Intérêts et produits assimilés	772 165	666 035
Intérêts et charges assimilées	-548 809	-438 204
Commissions (produits)	189 944	180 610
Commissions (charges)	-39 854	-27 348
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	-26 651	6 549
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles la vente	24 555	36 980
Produits des autres activités	45 413	40 922
Charges des autres activités	-1 984	-1 542
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>414 778</b>	<b>464 002</b>
Charges générales d'exploitation	-213 403	-214 338
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-16 128	-15 577
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>185 248</b>	<b>234 087</b>
Coût du risque	-55 856	-40 916
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>129 392</b>	<b>193 171</b>
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		
Gains ou pertes nets sur autres actifs *	335	437
Variations de valeur des écarts d'acquisition *		
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>129 727</b>	<b>193 608</b>
Impôts sur les bénéfices	-35 545	-58 027
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		
<b>RESULTAT NET</b>	<b>94 182</b>	<b>135 581</b>
Intérêts minoritaires	631	3 351
<b>RESULTAT NET – PART DU GROUPE</b>	<b>93 551</b>	<b>132 230</b>



## BILAN ACTIF (EN MILLIERS D'EUROS)

	31/12/2008	31/12/2007
Caisse, banques centrales	89 112	71 957
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	12 390	23 259
Instruments dérivés de couverture	60 312	44 109
Actifs financiers disponibles à la vente	1 010 617	1 319 176
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 422 201	1 368 916
Prêts et créances sur la clientèle	14 435 027	13 413 794
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-31 576	-7 067
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	133 254	82 854
Actifs d'impôts courants	13 161	8 744
Actifs d'impôts différés	69 213	46 241
Comptes de régularisation et actifs divers	247 702	183 934
Actifs non courants destinés à être cédés	0	0
Participations dans les entreprises mises en équivalence	0	0
Immeubles de placement	1 396	1 323
Immobilisations corporelles	86 504	94 543
Immobilisations incorporelles	33 944	34 622
Ecarts d'acquisition	0	0
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>17 583 257</b>	<b>16 686 407</b>

## BILAN PASSIF (EN MILLIERS D'EUROS)

	31/12/2008	31/12/2007
Banques centrales	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	1 228	479
Instruments dérivés de couverture	12 225	5 494
Dettes envers les établissements de crédit	12 514 526	11 537 979
Dettes envers la clientèle	3 281 798	3 106 884
Dettes représentées par un titre	93 551	97 589
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-1 014	-8 663
Passifs d'impôts courants	1 552	
Passifs d'impôts différés	-1 528	
Comptes de régularisation et passifs divers	215 908	152 469
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0	0
Provisions techniques des contrats d'assurance	0	0
Provisions	64 566	60 335
Dettes subordonnées	150 707	194 868
<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>16 333 519</b>	<b>15 147 434</b>
Capitaux propres		
Capitaux propres part du groupe	1 200 637	1 493 972
• capital et réserves liées	299 893	307 230
• réserves consolidées	868 181	749 378
• gains ou pertes latents ou différés	-60 988	305 133
• résultat de l'exercice	93 551	132 230
Intérêts minoritaires	49 101	45 003
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>1 249 738</b>	<b>1 538 975</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>17 583 257</b>	<b>16 686 407</b>

## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (EN MILLIERS D'EUROS)

	Capital et réserves liées				Gains/pertes latents ou différés			Résultat net part du groupe	Total des capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et réserves consolidées liées au capital	Elimination des titres auto-détenus	Réserves consolidées part du groupe	Liés aux écarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variation de juste valeur des dérivés de couverture				
<b>Capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2007</b>	<b>204 137</b>	<b>105 027</b>	<b>0</b>	<b>621 820</b>	<b>-2 273</b>	<b>443 875</b>	<b>3 803</b>	<b>138 091</b>	<b>1 514 480</b>	<b>43 509</b>	<b>1 557 989</b>
Augmentation de capital	-1 934								-1 934		-1 934
Variation des titres auto-détenus									0		0
Dividendes versés en 2007								-11 340	-11 340		-11 340
Dividendes reçus des CR et filiales									0		0
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires									0		0
Variation de juste valeur						-131 298	2 083		-129 215		-129 215
Transfert en compte de résultat						-8 330	-805		-9 135		-9 135
Résultat au 31/12/2007								132 230	132 230	3 351	135 581
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence									0		0
Variation de l'écart de conversion					-1 922				-1 922	-725	-2 647
Affectation du résultat 2006				126 751				-126 751	0	-1 132	-1 132
Autres variations				807					807		807
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2007</b>	<b>202 203</b>	<b>105 027</b>	<b>0</b>	<b>749 378</b>	<b>-4 195</b>	<b>304 247</b>	<b>5 081</b>	<b>132 230</b>	<b>1 493 971</b>	<b>45 003</b>	<b>1 538 974</b>
<b>Capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2008</b>	<b>202 203</b>	<b>105 027</b>	<b>0</b>	<b>749 378</b>	<b>-4 195</b>	<b>304 247</b>	<b>5 081</b>	<b>132 230</b>	<b>1 493 971</b>	<b>45 003</b>	<b>1 538 974</b>
Variation de capital	-7 427	90		-7 337					-7 338	0	-7 335
Variation des titres auto-détenus											0
Dividendes versés en 2008								-13 024	-13 024	-1 402	-14 425
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires									0		
Variation de juste valeur						-368 703	-4 990		-373 693	-153	-373 846
Transfert en compte de résultat											0
Résultat au 31/12/2008								93 551	93 551	631	94 182
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence											0
Variation de l'écart de conversion					7 572				7 572	5 021	12 593
Affectation du résultat 2007								-119 206			0
Autres variations		-401		-401					-401	-3	-404
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2008</b>	<b>194 776</b>	<b>104 716</b>	<b>0</b>	<b>741 640</b>	<b>3 377</b>	<b>-64 456</b>	<b>91</b>	<b>93 551</b>	<b>1 200 637</b>	<b>49 101</b>	<b>1 249 738</b>

(1) dont impact relatif aux mouvements d'intérêts minoritaires.

## TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits du Crédit Agricole des Savoie en ce compris les actifs recensés dans le portefeuille de placements détenus jusqu'à l'échéance. Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles.

Les titres de participation stratégiques inscrits dans le portefeuille « actifs financiers disponibles à la vente » sont compris dans ce compartiment.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

## TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE (EN MILLIERS D'EUROS)

	2008	2007
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>129 727</b>	<b>193 608</b>
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	16 219	15 678
Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	0	0
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	60 292	35 821
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	0	
Résultat net des activités d'investissement	-1 168	165
Résultat net des activités de financement	8 514	7 942
Autres mouvements	32 227	-9 328
<i>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements</i>	<i>116 084</i>	<i>50 278</i>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-1 719 668	158 442
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-672 713	-565 867
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-81 734	71 361
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-983	24 772
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		0
Impôts versés	-28 924	-80 957
<i>Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</i>	<i>-2 504 022</i>	<i>-392 248</i>
<b>TOTAL Flux nets de trésorerie générés par l'activité OPÉRATIONNELLE (A)</b>	<b>-2 258 211</b>	<b>-148 362</b>
<i>Flux liés aux participations</i>	<i>-134 350</i>	<i>-20 114</i>
<i>Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles</i>	<i>-6 785</i>	<i>-9 686</i>
<b>TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations d'INVESTISSEMENT (B)</b>	<b>-141 135</b>	<b>-29 800</b>
<i>Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires</i>	<i>37 027</i>	<i>-13 859</i>
<i>Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement</i>	<i>-54 260</i>	<i>2 087</i>
<b>TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations de FINANCEMENT (C)</b>	<b>-17 233</b>	<b>-11 771</b>
<b>Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie(D)</b>	<b>-151 207</b>	<b>-438</b>
<b>Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)</b>	<b>-2 567 786</b>	<b>-190 371</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>238 366</b>	<b>428 736</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales*	71 957	158 725
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	166 408	270 012
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>-2 327 952</b>	<b>238 366</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales*	89 112	71 957
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	-2 417 064	166 408
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	<b>-2 566 317</b>	<b>-190 371</b>

\* composé du solde net des postes "caisses et banques centrales", hors intérêts courus.

\*\* composé du solde des postes "comptes ordinaires débiteurs sains et comptes et prêts au jour le jour sains" et des postes "comptes ordinaires créditeurs et comptes et emprunts au jour le jour" (hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole).

## UTILISATION DE JUGEMENTS ET ESTIMATIONS DANS LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- **Instruments financiers à la juste valeur**

Pour la plupart des instruments négociés de gré à gré, l'évaluation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marché observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux basées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêté.

Pour l'évaluation d'autres instruments financiers, c'est la méthode de l'actualisation des flux futurs de trésorerie qui sera souvent retenue.

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif, repose quant à elle, sur des techniques d'évaluation utilisant des paramètres non observables, c'est-à-dire non directement comparables à des données de marché.

- **Les participations non consolidées**

Les participations non consolidées peuvent être évaluées au coût historique et non à la juste valeur si celle-ci ne peut pas être déterminée directement par référence à un marché actif, ni évaluée par le Crédit Agricole des Savoie selon d'autres méthodes de valorisation. Ces titres sont destinés à être conservés durablement.

- **Les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs**

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. Si les chiffres réels diffèrent des hypothèses utilisées, la charge liée aux prestations de retraite peut augmenter ou diminuer lors des exercices futurs.

Le taux de rendement prévu sur les actifs des régimes est également estimé par la Direction. Les rendements estimés sont fondés sur le rendement prévu des titres à revenu fixe comprenant notamment le rendement des obligations.

- **Les dépréciations durables de titres**

Les titres de capitaux propres en portefeuilles (autres que ceux de transaction) font l'objet d'une dépréciation en cas de baisse durable ou significative de la valeur du titre. En général, une baisse significative et durable est présumée lorsque l'instrument a perdu 30 % au moins de sa valeur sur une période de six mois consécutifs. Cependant, la direction peut être amenée à prendre en considération d'autres facteurs (types de placement, situation financière de l'émetteur, perspectives à court terme) ; ceux-ci n'ont pas de caractère intangible.

- **Les dépréciations des créances irrécouvrables**

La valeur du poste « Prêts et créances » est ajustée par une dépréciation relative aux créances dépréciées lorsque le risque de non recouvrement de ces créances est avéré.

L'évaluation de cette provision sur base actualisée est estimée en fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment économiques ou sectoriels. Il est possible que les évaluations futures du risque de crédit diffèrent de façon significative des évaluations actuelles, ce qui pourrait nécessiter une augmentation ou une diminution du montant de la dépréciation.

Une dépréciation collective sur encours sain est également dotée. L'évaluation de cette provision fait appel à la probabilité de défaillance affectée à chaque classe de notation attribuée aux emprunteurs, mais fait également appel au jugement expérimenté de la Direction.

- **Provisions**

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- la provision pour risques opérationnels pour lesquels, bien que faisant l'objet d'un recensement des risques avérés, l'appréciation de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel intègre le jugement de la Direction.

- les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêt des comptes.

- **Les actifs d'impôts différés**

Un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.